

Il y a 225 ans, on a coupé la tête du Roi au nom de la lutte contre les privilèges...



Il y a 225 ans, le 21 janvier 1793, la France coupait la tête de son roi. Neuf mois plus tard, celle de sa femme, la reine Marie-Antoinette. La sanglante Révolution avec ses têtes brandies au bout de piques, ses noyés de la Loire et le Génocide des Vendéens, marquait une coupure irréversible dans l'Histoire de France.

Le Roi devait payer de sa vie les crimes que les révolutionnaires lui imputaient. « *Je dis que le Roi doit être jugé en ennemi* », déclarait Saint Just le 13 novembre 1792. « *On ne règne pas innocemment* », « *la Révolution commence là*

où le tyran finit », clamait-il encore. « Un roi n'est même pas un homme », justifiait par avance Augustin, le frère de Robespierre qui voyait en Louis XVI « un criminel contre l'humanité » (phrases tirées de *La force du sexe faible* de Michel Onfray). Il leur fallait, aux révolutionnaires radicaux, tirer un trait définitif sur des siècles de royauté laquelle aurait apporté du malheur au peuple, seulement du malheur. Et la Terreur que fit régner les Robespierre, ce fut du bonheur ?

Dans son Histoire passionnée de la France, Jean Sévilla rappelle quelques faits à contre-courant des idées reçues. « Le bilan global de la Terreur s'établit entre 200.000 et 300.000 morts. Soit 1% de la population. A l'échelle de la France d'aujourd'hui, cela donnerait plus de 600.000 victimes ». Pire, poursuit-il, « c'est le peuple français dans son ensemble qui a subi la Terreur : 31 % des guillotins étaient des ouvriers ou des artisans, 28% des paysans, 20% des marchands ou des spéculateurs, 9% des nobles, 7% d'ecclésiastiques. De même pour ceux qui ont pu y échapper en quittant la France : 51% des 150.000 émigrés de l'époque appartenaient à la bourgeoisie et au peuple, 25% au clergé et 17% à la noblesse ». Et la Grande Terreur, une gentille purge avec, en dix mois de dictature de Robespierre, avec « 500.000 personnes emprisonnées, 300.000 assignées à résidence et 16.000 guillotines » ? Alors qu'à la prise de la Bastille, en 1789, il y avait... 7 prisonniers.

Hier, les révolutionnaires disaient s'attaquer aux honteux, injustes et insupportables privilèges. N'y en aurait-il plus, aujourd'hui alors que les dépenses publiques représentent au moins 57 % du budget de l'Etat ? Aujourd'hui, c'est le peuple français, celui qui n'a pas les moyens de vivre dans les quartiers épargnés qui paie le prix de l'immigration massive. Ou, quand il en a les moyens et la possibilité, émigre vers des cieux plus cléments.

Où vivent les élus de droite et de gauche en même temps que ni

de droite ni de gauche et tous leurs zélés porte-parole ? Mais revenons à la Révolution.

En réalité, dès 1789, les sorts de Louis Capet et de sa famille étaient scellés. Et, les prémices du clivage droite/gauche de la société prenaient naissance le 23 septembre de cette même année, à l'Assemblée nationale, les partisans du droit de veto du Roi se plaçant à droite (clergé et aristocratie) et les opposants à gauche (majoritairement le Tiers-Etat). C'est lors de l'affaire Dreyfus, à la fin du XIXe siècle, que cette opposition s'est positionnée sur les valeurs. A gauche, celles de la liberté, de justice, de progrès social et de laïcité. A droite, les valeurs prônant l'ordre, la nation, la hiérarchie, la tradition, la religion, l'armée et la famille. D'entrée de jeu, comme si un mélange des deux relevait de l'impossible...

Les époques changent et le curseur des valeurs se déplace. Dans les années 60/70, le Parti communiste entendait lutter « contre les monopoles et leur pouvoir qui sacrifient aux profits capitalistes l'intérêt national », PC se présentant comme « le Parti de la classe ouvrière, du peuple et de la nation ».

Aujourd'hui, on a un syndicat, qui, censé défendre les ouvriers, leur préfère, en défendant l'immigration, les travailleurs étrangers. On a les Insoumis avec un Mélenchon, robespierriste de pacotille, pour qui l'avenir de la France ne pouvait se faire sans les Noirs et les Berbères.

Alors, sans être pour le moins royaliste, on aurait cependant envie d'écrire : on a coupé la tête de Louis XVI et de Marie-Antoinette et versé le sang de plusieurs milliers d'innocents pour, deux siècles un quart plus tard, quels résultats ?

Une caste politique qui a confisqué la démocratie, au service d'une caste financière qui entend étendre toujours plus ses richesses au détriment des travailleurs, de la classe

moyenne, des peuples autochtones. Une caste financière dont les desseins mercantiles passent par une immigration de masse qui conduira, en quelques petites générations, au remplacement du peuple de souche. Une caste politique qui s'est vendue aux pétro-dollars et qui, en nous disant qu'il faut nous habituer à vivre avec des attentats islamistes ne fait rien d'autre que de renoncer à combattre ce terrorisme.

225 ans après que la tête du Roi est tombée, toutes les conditions sont réunies pour que dans son pays, éclate un jour ou l'autre, une guerre civile.

Et qui, de notre élite, serait capable d'aussi dignes paroles ?

« Je mourrai sans crainte. Je voudrais que ma mort fût le bonheur des Français et pût écarter les malheurs que je prévois, le peuple livré à l'anarchie, devenu la victime de toutes les factions, les crimes se succédant, de longues dissensions déchirant la France ».

Louis XVI ne pouvait, évidemment, n'avoir aucune idée de la France telle qu'elle allait devenir. Parce que si la société a, effectivement, dans certains domaines positivement évolué, la nature humaine, elle, ne change pas : le pire côtoie toujours le meilleur... quand il ne l'emporte pas.

Caroline Artus

http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2015/04/20/25001-20150420ARTFIG00158-le-discours-communiste-des-annees-1970-en-six-affiches.php#diapo_0_2